

LE JOURNAL GRATUIT DU OUI

Nicolas Sarkozy : « Saisissez cette chance »

Pour le Président de l'UMP, voter le 29 mai pour la Constitution européenne est « une chance qui n'arrive qu'une seule fois dans sa vie. »

© communauté européenne



© communauté européenne

Turquie : non à l'intégration, oui au partenariat.

Dire oui, c'est se donner les moyens de dire non à l'intégration de la Turquie tout en lui proposant un partenariat. P. 3



© DR

Pourquoi voter OUI

Pour une Europe plus politique, solidaire, démocratique, protectrice, efficace et puissante.

Extraits du traité P. 2 - 3



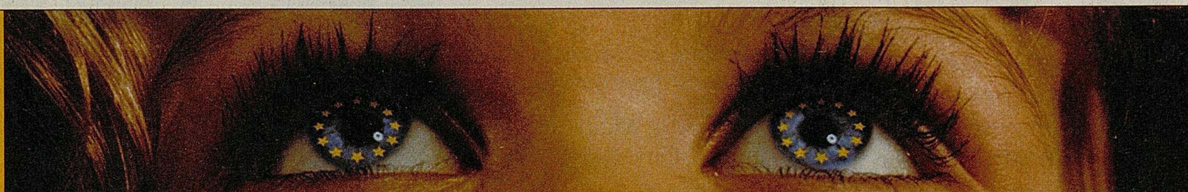
© SIPA/WITT/HALEY

Poursuivre le rôle moteur de la France

La France a toujours été la première en Europe. Il faut continuer. P. 3

JEUDI 12 MAI

TOUS AU PALAIS DES SPORTS P. 4



Nicolas Sarkozy :
« Saisissez cette chance »



Oui à l'Europe politique

L'Europe aura désormais un visage, avec l'élection pour 2 ans et demi d'un Président à temps plein (art.I-22). Véritable autorité politique, il rendra des comptes aux citoyens. La composition de la Commission devra obligatoirement tenir compte du vote des citoyens aux élections européennes (art.I-27).



Oui à l'Europe démocratique

Les pouvoirs du Parlement européen sont étendus en matière législative et budgétaire (art.I-20). Le Parlement français pourra désormais s'opposer lorsque l'Europe veut s'occuper de sujets qui ne sont pas de sa compétence. Grâce au droit de pétition (art.I-47), un million de citoyens peuvent obtenir de la Commission qu'elle propose une nouvelle loi.



Oui à l'Europe solidaire

L'Europe se donne comme objectif de tendre au plein-emploi et au progrès social (art.I-3). Les services publics sont reconnus et protégés (art.II-96). Une place fondamentale est reconnue aux partenaires sociaux (art.I-48).

Pour le Président de l'UMP, voter pour la Constitution européenne est « une chance qui n'arrive qu'une seule fois dans sa vie. » Pour lui, « L'Europe mérite un OUI » car elle permet de changer l'Europe tout en préservant la place de la France qui a toujours été la sienne : la première.



Nicolas Sarkozy en campagne sur le terrain chez EADS, maison mère d'Airbus et parfait exemple d'une réussite française et européenne.

Si vous deviez donner un seul argument pour convaincre de voter « oui » le 29 mai, quel serait-il ?

Nicolas Sarkozy : je dirais qu'en instituant un Président du Conseil européen cette Constitution permettra de donner à l'Europe un visage politique, ce qui manquait au traité de Maastricht. C'est un progrès majeur. Elu par les chefs d'Etat et de gouvernement pour une durée de deux ans et demi renouvelable une fois, il exercera sa mission à temps plein. C'est un rééquilibrage fondamental qui permet à l'action politique de reprendre ses droits : quand il y aura un problème politique majeur, à la table de l'OMC par exemple, il y aura quelqu'un qui pourra taper du poing sur la table au nom de l'Union.

Que répondez-vous aux opposants au texte constitutionnel ?

N.S. : les tenants du non forment une coalition hétéroclite, allant du Parti communiste au Front national, en passant par l'extrême gauche. Ils n'ont aucun projet pour l'Europe, ils n'ont aucun projet commun pour la France. Je crois au contraire que si nous souhaitons que l'Europe et la France changent, bougent, évoluent, s'améliorent, se transforment, il faut s'engager pour un « oui » enthousiaste. Le monde ne nous attendra pas.Voter non, c'est maintenir l'Europe dans son fonctionnement actuel qui est justement celui qui est dénoncé par ceux qui s'opposent à la Constitution

Quelles seraient les conséquences d'un refus de la Constitution ?

N.S. : d'abord, la France se retrouverait immédiatement isolée : au sein de l'Union, où elle se trouverait dans une posture particulièrement délicate, mais aussi vis-à-vis de son partenaire historique allemand. Ensuite cela signifierait que le traité de Nice continuerait à s'appliquer, c'est-à-dire que la France continuerait à peser à la table du Conseil 40 % de moins que si le texte constitutionnel est adopté… Autant dire une perte de pouvoirs très nette pour notre pays par rapport à son poids démographique en Europe.

Comment voyez-vous la fin de la campagne ?

N.S. : en politique, c'est l'expression du vote qui compte, pas les prévisions. Nous sommes dans la dernière ligne droite. Il reste encore vingt jours de campagne et jusqu'à la dernière seconde, je compte mettre toute mon énergie pour lever les doutes, expliquer le texte et continuer à m'engager sur le terrain auprès des Français. Parce qu'il est important que chacun comprenne que ce texte ne comporte que des avancées pour l'Europe et qu'il permettra à la France d'occuper la place qui doit être la sienne : la première.

+40 %
de droits de vote pour la France

Avec la Constitution européenne, la France augmente son droit de vote de 40% au sein du Conseil des ministres (passant de 9% à 13%). Là où l'immobilisme prévaut, car on ne peut décider qu'à l'unanimité ou avec l'aval de pays plus petits qui ont d'autres préoccupations, les grands pays pourront désormais se grouper pour faire agir l'Europe sur les sujets qui les touchent en priorité : terrorisme et criminalité organisée, délocalisations, politique agricole, stratégie industrielle…

Frontières de l'Europe : c'est vous qui choisirez

L'UMP est très claire sur la Turquie : non à l'intégration, oui au partenariat. Mieux : c'est désormais vous qui choisirez, par référendum, toute nouvelle adhésion.

Tout nouveau pays désirant entrer dans l'Union doit obtenir l'accord de tous les Etats membres (artI-58). Désormais, avec la modification de la Constitution française, le peuple français sera obligatoirement consulté par référendum pour toute nouvelle adhésion. Cela s'applique à la Turquie, mais aussi éventuellement demain à l'Ukraine ou à la Géorgie.
Cela signifie concrètement que si le peuple français souhaite que l'Union européenne conserve ses frontières actuelles, celle d'une Europe européenne, il pourra s'exprimer en rejetant toute nouvelle candidature.
En revanche, la Constitution européenne prévoit un statut de partenaire privilégié (article I-57) spécialement destiné aux pays tels que la Turquie qui veulent une association forte avec l'Union européenne.
Ainsi, dire oui à la Constitution, c'est se donner les moyens de dire clairement non à l'intégration de la Turquie dans l'Union tout en lui proposant éventuellement un partenariat privilégié. Ne vous laissez pas abuser par ceux qui vous disent le contraire !



« Si la Turquie était en Europe, cela se saurait »
© communauté européenne

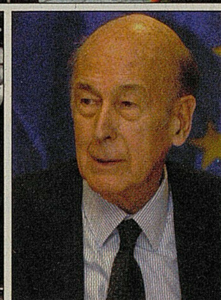
OUI à la poursuite du rôle moteur de la France

La France a toujours été la première en Europe. Tous les dirigeants français ont joué un rôle moteur dans la construction européenne, renforçant le poids du pays en Europe comme dans le monde. Mais le choix de l'Europe, c'est aussi le choix de la paix. Voter OUI, c'est respecter la pensée des hommes qui ont construit l'Europe, cette coopération d'Etats libres.


©Anticoli Livio / Gamma


© SIPA/WITT/HALEY


© SIPA/DALMAS


© communauté européenne

La France et ses dirigeants ont toujours été des éléments moteurs dans la construction européenne.



©DR

Oui à l'Europe protectrice

La Charte des droits fondamentaux (Partie II) complète le système français de protection en consacrant de nouveaux droits sociaux pour tous. Elle étend aussi à toute l'Europe les valeurs françaises de liberté (art.II-66), d'égalité (art.II-80), de solidarité, de dignité humaine (art.II-61).



©DR

Oui à l'Europe efficace

La Constitution sort l'Europe de l'immobilisme en remplaçant le vote à l'unanimité par le vote à la majorité dans plus de 20 nouveaux domaines, comme par exemple l'immigration (art.III-267).
Les coopérations renforcées permettent aux pays qui veulent aller plus loin, plus vite de le faire (art.I-44) par exemple dans le domaine du terrorisme international.



©DR

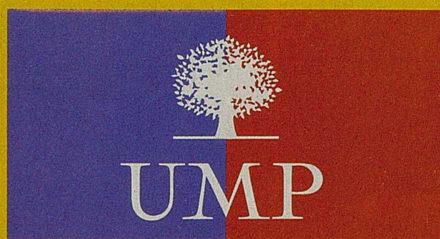
Oui à l'Europe puissance

Le ministre européen des Affaires étrangères est la voix de l'Union européenne dans le monde (art.I-28). L'Europe sera demain dotée de la personnalité juridique (art.I-7). Elle sera ainsi plus forte dans les négociations internationales face aux Etats-Unis et face aux nouvelles puissances économiques comme la Chine et l'Inde.

L'EUROPE MÉRITE UN OUI

Nicolas SARKOZY

Jeudi 12 mai
à partir de 18h30
Palais des Sports
Porte de Versailles
Paris 15ème
métro : porte de Versailles



www.u-m-p.org

RÉFÉRENDUM DU 29 MAI

Inscription obligatoire au 01 40 76 61 34 ou au 12mai@u-m-p.org

Ne pas jeter sur la voie publique